DOCUMENT A/55/10*

Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa cinquante-deuxième session (1er mai-9 juin et 10 juillet-18 août 2000)

TABLE DES MATIÈRES

		Pages
Abréviations et sigles		5
Note concernant les citations		5
Instruments multilatéraux cités dans le présent volume		6
Chapitres	*Paragraphes*	
I. ORGANISATION DES TRAVAUX DE LA SESSION	1-12	13
A. Composition de la Commission	2-3	13
B. Membres du bureau élargi	4-6	13
C. Comité de rédaction	7-8	14
D. Groupes de travail	9-10	14
E. Secrétariat	11	14
F. Ordre du jour	12	14
II. RÉSUMÉ DES TRAVAUX DE LA COMMISSION À SA CINQUANTE-DEUXIÈME SESSION	13-21	15
III. POINTS SUR LESQUELS DES OBSERVATIONS SERAIENT PARTICULIÈREMENT INTÉRESSANTES POUR LA COMMISSION	22-27	17
A. Responsabilité des États	23	17
B. Protection diplomatique	24	17
C. Actes unilatéraux des États	25	17
D. Les réserves aux traités	26	17
E. Responsabilité internationale pour les conséquences préjudiciables découlant d'activités qui ne sont pas interdites par le droit international (prévention des dommages transfrontières résultant d'activités dangereuses)	27	17
IV. RESPONSABILITÉ DES ÉTATS	28-405	18
A. Introduction	28-43	18
B. Examen du sujet à la présente session	44-405	20
1. Présentation par le Rapporteur spécial des questions d'ordre général se rapportant au projet d'articles	47-57	20
a) Étapes de l'achèvement de l'examen en deuxième lecture du projet d'articles	47	20
b) Questions se rapportant à la première partie laissées en suspens	48	20
c) Considérations générales concernant les articles de la deuxième partie tels qu'adoptés en première lecture	49-51	20
i) Le champ d'application de la deuxième partie par rapport à celui de la première partie	49	20
ii) Titre	50	20
iii) Formulation des projets d'articles	51	20
d) Restructuration des sections du projet d'articles restant à traiter	52-57	21
2. Résumé du débat sur les questions d'ordre général	58-70	21
a) Étapes de l'achèvement de l'examen en deuxième lecture du projet d'articles	59	21
b) La distinction entre règles primaires et règles secondaires	60	21
c) Application du régime de la responsabilité des États à toutes les obligations internationales des États	61	22
d) Le champ d'application du projet d'articles	62	22
e) Considérations générales concernant la deuxième partie	63-65	22
i) Question de l'élaboration de dispositions détaillées et spécifiques	63	22
ii) Titre	64	22
iii) Formulation des projets d'articles	65	23
f) L'économie des projets d'articles	66-70	23

* Paru initialement comme *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-cinquième session, Supplément n° 10.*

		Paragraphes	*Pages*
3.	Conclusions du Rapporteur spécial concernant le débat sur les questions d'ordre général	71-73	23
4.	Présentation par le Rapporteur spécial de la deuxième partie, intitulée « Conséquences juridiques d'un fait internationalement illicite d'un État »	74-81	24
	Chapitre premier. – Principes généraux		
	a) Disposition liminaire précisant le contenu de la responsabilité internationale (article 36)	74	24
	b) Le principe général de la cessation (article 36 *bis*)	75-76	24
	c) Assurances et garanties de non-répétition (suite de l'article 36 *bis*)	77	24
	d) Le principe général de la réparation (article 37 *bis* et paragraphes 3 et 4 de l'article 42)	78-79	24
	e) Autres conséquences juridiques découlant du droit international coutumier (article 38)	80-81	25
5.	Résumé du débat sur la deuxième partie	82-106	26
	Chapitre premier. – Principes généraux		
	a) Disposition liminaire précisant le contenu de la responsabilité internationale (article 36)	82	26
	b) Le principe général de la cessation (article 36 *bis*)	83-86	26
	c) Assurances et garanties de non-répétition (suite de l'article 36 *bis*)	87-91	26
	d) Le principe général de la réparation (article 37 *bis* et paragraphes 3 et 4 de l'article 42)	92-102	27
	e) Autres conséquences juridiques découlant du droit international coutumier (article 38)	103-106	29
6.	Conclusions du Rapporteur spécial sur le chapitre premier	107-113	29
7.	Présentation par le Rapporteur spécial de la question du droit pour un État d'invoquer la responsabilité d'un autre État (article 40 *bis*)	114-118	30
8.	Résumé du débat sur la question du droit pour un État d'invoquer la responsabilité d'un autre État (article 40 *bis*)	119-146	31
	a) Remarques générales	119-131	31
	i) Définition de l'État lésé	121	31
	ii) Obligations *erga omnes*	122-123	31
	iii) La référence à la communauté internationale	124-127	32
	iv) La question de l'article 19	128	32
	v) La structure de l'article 40 *bis*	129-130	32
	vi) La place de l'article 40 *bis*	131	33
	b) Intitulé de l'article 40 *bis*	132	33
	c) Paragraphe 1 de l'article 40 *bis*	133-139	33
	i) Paragraphe 1, alinéa *a*	137	34
	ii) Paragraph 1, alinéa *b*	138-139	34
	d) Paragraphe 2 de l'article 40 *bis*	140-142	34
	e) Paragraphe 3 de l'article 40 *bis*	143-146	34
9.	Conclusions du Rapporteur spécial concernant le débat sur le droit pour un État d'invoquer la responsabilité d'un autre État (article 40 *bis*)	147-150	35
10.	Présentation par le Rapporteur spécial de la deuxième partie, intitulée « Conséquences juridiques d'un fait internationalement illicite d'un État » *(suite)*	151-164	35
	Chapitre II. – Les formes de la réparation		
	a) Considérations générales sur le chapitre II	151	35
	b) La restitution (article 43)	152	35
	c) L'indemnisation (article 44)	153	36
	d) La satisfaction (article 45)	154-160	36
	e) Les intérêts (article 45 *bis*)	161	37
	f) L'atténuation de la responsabilité (article 46 *bis*)	162-164	37
11.	Résumé du débat sur la deuxième partie *(suite)*	165-226	38
	Chapitre II. – Les formes de la réparation		
	a) Considérations générales sur le chapitre II	165-169	38
	b) La restitution (article 43)	170-187	38
	c) L'indemnisation (article 44)	188-197	40
	d) La satisfaction (article 45)	198-220	42
	e) Les intérêts (article 45 *bis*)	221-222	44
	f) L'atténuation de la responsabilité (article 46 *bis*)	223-226	44
12.	Conclusions du Rapporteur spécial sur le chapitre II	227-241	45
13.	Présentation par le Rapporteur spécial de la deuxième partie *bis*, intitulée « Mise en œuvre de la responsabilité des États »	242-254	46
	Chapitre premier. – Invocation de la responsabilité d'un État		
	a) Observations générales sur la deuxième partie *bis*	242-243	46
	b) Le droit d'invoquer la responsabilité d'un État (article 40 *bis*)	244	46
	c) Invocation de la responsabilité par un État lésé (article 46 *ter*)	245-246	47
	d) Perte du droit d'invoquer la responsabilité (article 46 *quater*)	247-248	47
	e) Pluralité d'États lésés (article 46 *quinquies*)	249-250	47
	f) Pluralité d'États responsables du même fait internationalement illicite (article 46 *sexies*)	251-254	48
14.	Résumé du débat sur la deuxième partie *bis*	255-280	48
	Chapitre premier. – Invocation de la responsabilité d'un État		
	a) Le droit d'invoquer la responsabilité d'un État (article 40 *bis*)	255	48
	b) Invocation de la responsabilité par un État lésé (article 46 *ter*)	256-267	48

	Paragraphes	Pages
c) Perte du droit d'invoquer la responsabilité (article 46 *quater*)	268-271	50
d) Pluralité d'États lésés (article 46 *quinquies*)	272-274	50
e) Pluralité d'États responsables du même fait internationalement illicite (article 46 *sexies*)	275-280	51
15. Conclusions du Rapporteur spécial sur le chapitre premier	281-289	51
16. Présentation par le Rapporteur spécial de la deuxième partie *bis*, intitulée « Mise en œuvre de la responsabilité des États » *(suite)*	290-306	52
Chapitre II. – Contre-mesures		
a) Observations générales sur les contre-mesures	290-293	52
b) Les contre-mesures en tant que circonstance excluant l'illicéité (article 30)	294	53
c) Objet et contenu des contre-mesures (article 47)	295-298	53
d) Obligations non soumises à des contre-mesures et contre-mesures interdites (articles 47 *bis* et 50)	299-302	54
e) Conditions du recours à des contre-mesures (article 48)	303-304	55
f) Proportionnalité (article 49)	305	55
g) Suspension et cessation des contre-mesures (article 50 *bis*)	306	55
17. Résumé du débat sur la deuxième partie *bis (suite)*	307-337	55
Chapitre II. – Contre-mesures		
a) Observations générales sur les contre-mesures	307-314	55
b) Les contre-mesures en tant que circonstance excluant l'illicéité (article 30)	315	56
c) Objet et contenu des contre-mesures (article 47)	316-319	57
d) Obligations non soumises à des contre-mesures et contre-mesures interdites (articles 47 *bis* et 50)	320-327	57
e) Conditions du recours à des contre-mesures (article 48)	328-332	58
f) Proportionnalité (article 49)	333-334	58
g) Suspension et cessation des contre-mesures (article 50 *bis*)	335-337	58
18. Conclusions du Rapporteur spécial sur le chapitre II	338-345	59
19. Présentation par le Rapporteur spécial de la question de l'invocation de la responsabilité envers un groupe d'États ou envers la communauté internationale	346-358	59
a) Considérations générales	346-354	59
b) Contre-mesures collectives (articles 50 A et 50 B)	355-357	61
c) Conséquences des violations graves d'obligations envers la communauté internationale dans son ensemble (article 51)	358	61
20. Résumé du débat sur l'invocation de la responsabilité envers un groupe d'États ou envers la communauté internationale	359-383	62
a) Considérations générales	359-363	62
b) Contre-mesures collectives (articles 50 A et 50 B)	364-373	63
c) Conséquences des violations graves d'obligations envers la communauté internationale dans son ensemble (article 51)	374-383	64
21. Conclusions du Rapporteur spécial concernant le débat sur l'invocation de la responsabilité envers un groupe d'États ou envers la communauté internationale	384-389	65
22. Présentation par le Rapporteur spécial des dispositions générales (quatrième partie)	390-394	66
a) Dispositions particulières prévues par d'autres règles applicables (article 37)	390	66
b) Responsabilité d'une organisation internationale ou pour le comportement de celle-ci (article A)	391	66
c) Règles déterminant le contenu d'une obligation internationale (article B)	392	66
d) Relation avec la Charte des Nations Unies (article 39)	393	67
e) Autres clauses de sauvegarde	394	67
23. Résumé du débat sur les dispositions générales (quatrième partie)	395-401	67
a) Dispositions particulières prévues par d'autres règles applicables (article 37)	395	67
b) Responsabilité d'une organisation internationale ou pour le comportement de celle-ci (article A)	396	67
c) Règles déterminant le contenu d'une obligation internationale (article B)	397	67
d) Relation avec la Charte des Nations Unies (article 39)	398-399	67
e) Autres clauses de sauvegarde	400-401	67
24. Conclusions du Rapporteur spécial sur les dispositions générales (quatrième partie)	402-405	67
Annexe. – Projets d'articles adoptés à titre provisoire par le Comité de rédaction en deuxième lecture		68
V. PROTECTION DIPLOMATIQUE	406-495	75
A. Introduction	406-410	75
B. Examen du sujet à la présente session	411-495	75
1. Aperçu de l'approche du sujet	414-418	75
2. Article premier	419-429	76
a) Présentation par le Rapporteur spécial	419-420	76
b) Résumé du débat	421-427	76
c) Conclusions du Rapporteur spécial	428-429	77
3. Article 2	430-439	78
a) Présentation par le Rapporteur spécial	430-432	78
b) Résumé du débat	433-438	78
c) Conclusions du Rapporteur spécial	439	79
4. Article 3	440-446	80
a) Présentation par le Rapporteur spécial	440-443	80
b) Résumé du débat	444-445	80
c) Conclusions du Rapporteur spécial	446	80

	Paragraphes	Pages
5. Article 4	447-456	81
a) Présentation par le Rapporteur spécial	447-449	81
b) Résumé du débat	450-455	81
c) Conclusions du Rapporteur spécial	456	82
6. Article 5	457-471	82
a) Présentation par le Rapporteur spécial	457-458	82
b) Résumé du débat	459-470	83
c) Conclusions du Rapporteur spécial	471	85
7. Article 6	472-480	85
a) Présentation par le Rapporteur spécial	472	85
b) Résumé du débat	473-479	85
c) Conclusions du Rapporteur spécial	480	86
8. Article 7	481-485	87
a) Présentation par le Rapporteur spécial	481	87
b) Résumé du débat	482-484	87
c) Conclusions du Rapporteur spécial	485	87
9. Article 8	486-494	87
a) Présentation par le Rapporteur spécial	486	87
b) Résumé du débat	487-493	88
c) Conclusions du Rapporteur spécial	494	89
10. Rapport sur les consultations officieuses	495	89
VI. ACTES UNILATÉRAUX DES ÉTATS	496-622	91
A. Introduction	496-506	91
B. Examen du sujet à la présente session	507-622	91
1. Documents dont la Commission était saisie et séances consacrées à l'examen du sujet	507-509	91
2. Présentation par le Rapporteur spécial de son troisième rapport	510-528	92
3. Résumé du débat	529-603	95
4. Conclusions du Rapporteur spécial	604-619	103
5. Création du Groupe de travail	620-622	104
VII. LES RÉSERVES AUX TRAITÉS	623-663	106
A. Introduction	623-634	106
B. Examen du sujet à la présente session	635-661	107
1. Première partie du cinquième rapport	635-637	107
2. Deuxième partie du cinquième rapport	638-661	108
C. Texte des projets de directives concernant les réserves aux traités adoptés à titre provisoire par la Commission en première lecture	662-663	111
1. Texte des projets de directives	662	111
2. Texte des projets de directives adoptés à la cinquante-deuxième session de la Commission et commentaires y afférents	663	113
1.1.8 Réserves faites en vertu de clauses d'exclusion		113
Commentaire		113
1.4.6 [1.4.6, 1.4.7] Déclarations unilatérales faites en vertu d'une clause facultative		118
Commentaire		118
1.4.7 [1.4.8] Déclarations unilatérales opérant un choix entre les dispositions d'un traité		120
Commentaire		120
1.7 Alternatives aux réserves et aux déclarations interprétatives		122
Commentaire		122
1.7.1 [1.7.1, 1.7.2, 1.7.3, 1.7.4] Alternatives aux réserves		122
Commentaire		123
1.7.2 [1.7.5] Alternatives aux déclarations interprétatives		128
Commentaire		129
VIII. RESPONSABILITÉ INTERNATIONALE POUR LES CONSÉQUENCES PRÉJUDICIABLES DÉCOULANT D'ACTIVITÉS QUI NE SONT PAS INTERDITES PAR LE DROIT INTERNATIONAL (PRÉVENTION DES DOMMAGES TRANSFRONTIÈRES RÉSULTANT D'ACTIVITÉS DANGEREUSES)	664-721	130
A. Introduction	664-671	130
B. Examen du sujet à la présente session	672-721	131
1. Présentation par le Rapporteur spécial de son troisième rapport	675-691	131
2. Résumé du débat	692-714	132
3. Conclusions du Rapporteur spécial	715-721	134
IX. AUTRES DÉCISIONS ET CONCLUSIONS DE LA COMMISSION	722-758	137
A. Programme, procédures, méthodes de travail et documentation de la Commission	722-735	137
1. Programme de travail à long terme	726-733	137
2. Durée, structure et lieu des sessions à venir de la Commission	734-735	138
B. Date et lieu de la cinquante-troisième session	736	138
C. Coopération avec d'autres organismes	737-741	138
D. Représentation à la cinquante-cinquième session de l'Assemblée générale	742-743	139
E. Séminaire de droit international	744-756	139
F. Conférence commémorative Gilberto Amado	757-758	140

Pages

ANNEXE : PLANS D'ÉTUDE DES SUJETS QU'IL EST RECOMMANDÉ D'INSCRIRE AU PROGRAMME DE TRAVAIL À LONG TERME DE LA COMMISSION 141

1. La responsabilité des organisations internationales (Alain Pellet) 141
2. Les effets des conflits armés sur les traités (Ian Brownlie) 146
3. Les ressources naturelles partagées des États (Robert Rosenstock) 147
4. L'expulsion des étrangers (Emmanuel A. Addo) 148
5. Les risques que pose la fragmentation du droit international (Gerhard Hafner) 150

ABRÉVIATIONS ET SIGLES

BIT	Bureau international du Travail
CDI	Commission du droit international
CICR	Comité international de la Croix-Rouge
CIJ	Cour internationale de Justice
CIRDI	Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements
CPJI	Cour permanente de justice internationale
FMI	Fonds monétaire international
GATT	Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce
HCR	Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OIT	Organisation internationale du Travail
OMC	Organisation mondiale du commerce
ONU	Organisation des Nations Unies
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
UIT	Union internationale des télécommunications
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

*
* *

C.I.J. Recueil	CIJ, *Recueil des arrêts, avis consultatifs et ordonnances*
C.P.J.I. série A	CPJI, *Recueil des arrêts* (nos 1 à 24, jusqu'en 1930 inclus)
C.P.J.I. série A/B	CPJI, *Arrêts, ordonnances et avis consultatifs* (n°s 40 à 80, à partir de 1931)
ILM	*International Legal Materials* (Washington)

*
* *

Dans le présent volume, par Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie il faut entendre le Tribunal international chargé de poursuivre les personnes présumées responsables de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991.

*
* *

NOTE CONCERNANT LES CITATIONS

Sauf indication contraire, les citations extraites d'ouvrages en langue étrangère sont des traductions du Secrétariat.

Dans les citations, les mots ou passages en italique suivis d'un astérisque ne figurent pas en italique dans le texte original.

*
* *

Adresse Internet de la Commission du droit international : **www.un.org/law/ilc/index.htm**